

Edito : reconnaître l'urgence d'agir envers les plus âgés fragilisés

Une question d'intérêt général



Michèle Delaunay n'a pu porter jusqu'au bout son projet de "loi d'adaptation de la société au vieillissement". Elle ne fait pas partie de la nouvelle équipe gouvernementale.

Que devient ce texte, quelles suites lui seront données?

La question est d'autant plus importante que - Agevillage le martèle depuis longtemps - il y a urgence. Notamment sur le volet "Autonomie".

Cette semaine encore, les associations de malades [France Alzheimer](#), mais aussi [France Parkinson](#) témoignent de l'épuisement des aidants, des proches, des besoins dans la recherche, dans des services innovants (accueils de jour, de répit...). Les restes à charge, à domicile comme en établissements médicalisés, dépassent les 1000 euros par mois.

Le gouvernement affirme manquer d'argent, mais il tarde à prendre les mesures qui permettraient par exemple, d'économiser des centaines de millions d'euros en autorisant l'Avastin en lieu et place du Lucentis pour [le traitement de la DMLA](#) (dégénérescence maculaire liée à l'âge). Le programme de réduction des dépenses commence par la lutte contre les gaspillages. Et ils sont nombreux. Il suffit pour s'en convaincre de lire le [programme d'économies proposé par la Fédération Hospitalière de France](#).

Les services à domicile et même la fédération du Particulier Employeur alertent sur la fuite des heures déclarées. Le gouvernement a réduit les aides fiscales qui généraient de l'emploi et des cotisations. C'est un quasi service social qui a été pénalisé, rappelle [Bernard Ennuver](#) dans son nouvel ouvrage. "[L'aide à domicile n'est pas un luxe](#)" martèle un collectif de services associatifs du Nord de la France, fort de ses 8000 salariés malgré tout menacés.

Les réformes à venir posent la question de l'intérêt général.

Malgré l'absence de lobby "personnes âgées" structuré, audible, les arbitrages financiers doivent s'opérer dans le sens de l'intérêt de millions de personnes fragilisées, de leurs proches aidants, des professionnels de l'aide et des soins. Des besoins criants nécessitent désormais des décisions politiques fortes, courageuses. **Il en va de l'intérêt général.**

Tout le secteur géronto a les yeux fixés sur la nouvelle secrétaire d'Etat [Laurence Rossignol](#). **Il y a urgence.**

Annie de Vivie, fondatrice d'[Agevillage.com](#)
mis à jour le 14/04/2014